Centre d'actualités de l'ONU
Mises à jour et alertes email sur le Centre d'actualités:
www.un.org/french/news

ONU: l'édition du jour

Numéro PPQ/6818 **mardi 8 avril 2014**

ACTUALITES EN BREF DU MARDI

- La Syrie menacée par la sécheresse, selon le PAM
- Afghanistan : l'ONU exhorte les candidats à respecter le processus électoral
- Syrie : Ban réitère son appel à la protection des civils suite au meurtre d'un prêtre à Homs
- Journée des Roms : une experte de l'ONU appelle les Européens à plus d'inclusion
- RDC : l'Envoyée spéciale Mary Robinson en visite à Bukavu
- Moyen-Orient : un cas de polio détecté en Iraq montre que la maladie reste une menace - UNICEF
- Myanmar : un expert de l'ONU dénonce une détérioration des droits de l'homme à Rakhine

La Syrie menacée par la sécheresse, selon le PAM

Des Syriens recevant des rations alimentaires du PAM. Photo PAM/Dina Elkassaby

8 avril - La sécheresse menace la Syrie où les précipitations sont bien inférieures à la normale, ce qui va peser sur la sécurité alimentaire déjà fragile du pays, a prévenu mardi le Programme alimentaire mondial (PAM), qui a fourni une assistance à un nombre record de 4 millions de personnes le mois dernier.

D'après les experts en sécurité alimentaire du PAM, les précipitations depuis septembre sont inférieures à la moitié de la moyenne à long terme, ce qui aura un impact important sur la prochaine récolte céréalière. La saison des pluies va prendre fin à la mi-mai et il est peu probable que les choses changent de manière significative d'ici là.

Selon les données pluviométriques actuelles, les gouvernorats les plus touchés représentent près de 50% de la production de blé syrien. Le nord-ouest du pays, en particulier les gouvernorats d'Alep, Idleb et Hama, est le plus touché.

« Le PAM et de ses partenaires ont dû engager un effort pour fournir une assistance à 4 millions de personnes en mars, mais nous craignons maintenant qu'une éventuelle sécheresse menace la vie de millions d'autres », a déclaré le Coordonnateur du PAM pour la crise syrienne, Muhannad Hadi. « La Syrie a souffert de cinq années de sécheresse juste avant l'éclatement du conflit et les communautés vulnérables dans les zones touchées ont eu à peine le temps de récupérer avant d'être touchées par le conflit. »

Selon les experts du PAM, la production de blé devrait être comprise entre 1,7 et 2 millions de tonnes, augmentant encore les importations pour répondre aux besoins en blé de la Syrie qui se sont élevés l'an dernier à 5,1 millions de tonnes.

Selon le PAM, la dépendance croissante du pays à l'égard des importations de céréales va encore augmenter les prix des denrées alimentaires.

L'élevage va également souffrir en raison de la pénurie d'eau et de la faible disponibilité en pâturages.

D'après les experts, la guerre a également dévasté les capacités d'irrigation, en raison des dégâts causés aux pompes et aux canaux. Elle a aussi entraîné des coupures de courant, détruit des tracteurs et fait qu'il est dangereux de travailler dans les champs.

Afghanistan : l'ONU exhorte les candidats à respecter le processus électoral

Des femmes votent lors des élections du 5 avril en Afghanistan. Photo MANUA/Zachary Golestani

8 avril - La Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan (MANUA) a exhorté mardi les candidats à l'élection présidentielle, ainsi que leurs partisans, à respecter le travail des deux institutions électorales nationales – la Commission électorale indépendante (CEI) et la Commission indépendante des plaintes électorales (CIPE) – alors que le décompte des bulletins de vote est en cours.

« Je salue la CEI et la CIPE pour leur travail de préparation des élections et pour le processus amélioré le jour des élections. Avec les institutions de sécurité, elles ont permis au peuple afghan de montrer leur détermination à voter », a dit le Représentant spécial du Secrétaire général pour l'Afghanistan, Jan Kubis, dans un communiqué de presse.

« Toutefois, ce processus n'est pas terminé », a-t-il ajouté. « Les bulletins de vote doivent être comptés, les plaintes examinées de manière juste et efficace, et les deux organes doivent coopérer étroitement pour publier les résultats d'une manière transparente et rapide. »

M. Kubis a fait cette déclaration à l'issue d'une rencontre lundi avec les présidents des deux commissions.

Les résultats préliminaires des élections pour l'ensemble du pays devraient être rendus publics par la CEI le 24 avril et les résultats définitifs le 14 mai, après l'adjudication formelle de toutes les plaintes.

Par ailleurs, la MANUA a vivement condamné mardi un attentat à l'explosif dans la province méridionale de Kandahar qui a tué 15 civils et blessé cinq autres. L'engin explosif s'est déclenché au passage d'un camion transportant 20 personnes sur une route fréquemment utilisée par les civils.

La MANUA a présenté ses condoléances aux familles de ceux qui ont été tués et souhaité un prompt rétablissement aux blessés.

Syrie : Ban réitère son appel à la protection des civils suite au meurtre d'un prêtre à Homs

Un garçon assis devant un bâtiment détruit à Homs, en Syrie. Photo PAM/Abeer Etefa

8 avril - Suite au meurtre d'un prêtre néerlandais lundi dans la ville de Homs en Syrie où il était installé depuis des décennies, le Secrétaire général des Nations Unies, Ban Ki-moon, a réitéré son appel aux parties en conflit dans ce pays d'assurer la protection des civils conformément à leur obligation juridique et morale.

« Les parties prenantes doivent tout faire pour éviter et empêcher la violence contre les civils, notamment les bombardements sans distinction contre les zones peuplées par des civils », a dit le porte-parole de M. Ban dans un communiqué de presse, en ajoutant que le meurtre du prêtre âgé de 75 ans à Homs est la dernière tragédie qui illustre l'urgence à assurer la protection des civils.

Selon la presse, le prêtre Frans van der Lugt, qui était installé à Homs depuis des décennies, a été tué par un homme masqué qui a fait feu sur lui. Arrivé en Syrie dans les années 1960, le prêtre avait choisi de rester dans la vieille ville, assiégée et bombardée depuis deux ans par les forces gouvernementales.

Le Secrétaire général a également exprimé sa consternation face aux images horribles qui mettraient en scène des exécutions dans la ville de Kassab. Même si l'ONU n'a pas pu vérifier la véracité de ces atrocités, les images rappellent que des violations des droits de l'homme continuent et que les résidents de villages entiers ont été contraints de fuir.

« Les forces gouvernementales continuent de détruire des quartiers entiers, avec des familles entières enfouies sous les décombres », a déclaré le porte-parole en soulignant que le chef de l'ONU a également exprimé sa préoccupation concernant

la brutalité de groupes qui sont reconnus comme des organisations terroristes par les Nations Unies.

« Trop de gens en Syrie continuent de croire que le conflit peut être gagné par des moyens militaires. La violence n'apporte cependant que des souffrances et aggrave l'instabilité en Syrie et dans la région. Le Secrétaire général exhorte de nouveau l'ensemble des Syriens et leurs soutiens à l'étranger à mettre fin à ce conflit immédiatement », a affirmé le porte-parole en ajoutant que M. Ban appelle également à permettre un accès sans entraves aux travailleurs humanitaires pour qu'ils puissent fournir une assistance aux populations civiles.

Journée des Roms : une experte de l'ONU appelle les Européens à plus d'inclusion

Des enfants roms en Serbie. Photo: OSCE/Milan (Photo d'archive)

8 avril - À l'occasion de la Journée internationale des Roms, l'Experte indépendante des Nations Unies sur les minorités, Rita Izsak, a appelé mardi les États et institutions européennes à assurer l'inclusion du peuple rom à tous les niveaux de prises de décisions en Europe.

« L'Europe ne peut pas accepter l'exclusion. À la veille d'élections nationales dans plusieurs pays et des élections européennes en mai, c'est l'occasion en cette Journée internationale des Roms d'appeler les gouvernements et organisations internationales à renforcer leurs efforts pour assurer l'intégration des populations roms, y compris dans les organes chargés de prendre les décisions à tous les niveaux », a déclaré Mme Izsak dans son message pour la journée.

« Les partis politiques dans les sociétés démocratiques ont la responsabilité de renforcer les bases de cette démocratie et de l'état de droit et de promouvoir la protection des droits des minorités conformément aux normes internationales, dont la Déclaration de l'ONU sur les droits des personnes appartenant à des minorités nationales ou ethniques, religieuses et linguistiques et les normes européennes des droits de l'homme », a-t-elle ajouté.

L'experte indépendante de l'ONU a exprimé sa préoccupation concernant une montée de la xénophobie anti-rom dans toute l'Europe et a rappelé que les responsables politiques de tous bords ont la responsabilité d'assurer l'inclusion des Roms et de promouvoir des sociétés tolérantes et ouvertes.

« Les politiques doivent utiliser leur influence considérable pour clairement condamner la propagande hostile aux minorités et les incitations à la haine et protéger les Roms et autres communautés marginalisés qui sont victimes de stéréotypes négatifs et qui servent souvent de boucs émissaires », a affirmé Mme Izsak.

Dans de nombreux pays, il y a une croissance rapide du nombre d'intellectuels et de dirigeants Roms au sein des gouvernements et dans des positions clés de la société civile, y compris des jeunes et des femmes. Ils servent de modèles et sont des défenseurs talentueux et passionnés non seulement pour les droits des Roms, mais pour assurer des sociétés justes et équitables pour tous.

« J'ai été triste de constater dans des récents rapports que le nombre de Roms est limité au sein même de réunions pour discuter de l'inclusion des Roms. Cela est inacceptable et montre que même après des décennies de travail de sensibilisation pour l'inclusion des Roms, peu de choses ont changé dans la réalité. Les Roms doivent bénéficier d'opportunités réelles de participer aux discussions et d'exercer une influence sur les politiques qui affectent leur propre avenir au sein des sociétés dans lesquels ils vivent », a expliqué Mme Izsak.

L'experte indépendante a notamment préconisé des mesures pour encourager les Roms à s'impliquer en politique et de devenir des citoyens engagés, afin de renforcer leur sentiment d'appartenance et de responsabilité dans la société. Pour cela, Mme Izsak a proposé des réformes des systèmes électoraux et des mesures positives pour permettre aux Roms d'obtenir une représentation significative.

RDC : l'Envoyée spéciale Mary Robinson en visite à Bukavu

L'Envoyée spéciale du Secrétaire général pour la région des Grands Lacs, Mary Robinson. Photo: ONU/JC McIlwaine

8 avril - L'Envoyée spéciale du Secrétaire général pour la région des Grands Lacs, Mary Robinson, a visité mardi la ville de Bukavu, dans l'est de la République démocratique du Congo, avec pour objectif de faire progresser la mise en œuvre de l'Accord de paix régional.

Lors de sa visite, Mme Robinson devait rencontrer les autorités provinciales, des acteurs de la société civile et des groupes de femmes, ainsi que des représentants des Nations Unies sur le terrain, a précisé le porte-parole adjoint du Secrétaire général des Nations Unies, Farhan Haq, lors d'un point de presse à New York.

L'Accord-cadre pour la paix, la sécurité et la coopération en République démocratique du Congo et dans la région a été signé il y a un an par les pays de la région des Grands Lacs pour répondre aux causes profondes de l'instabilité dans l'est de la RDC.

En février, à l'occasion du premier anniversaire de la signature de cet accord, Mary Robinson avait salué les progrès réalisés en un an et avait appelé les pays de la région à poursuivre dans cette voie.

Parmi les progrès réalisés : le mouvement rebelle du M23 a été défait et le gouvernement de la RDC a conclu un processus de paix avec les rebelles ; un mécanisme régional de suivi de l'Accord–cadre a été établi ; un plan d'action détaillé pour la mise en œuvre des engagements spécifiques a été adopté au cours du dernier Sommet de l'Union Africaine à Addis-Abeba en janvier 2014 lorsque le Kenya et la République du Soudan ont également accepté de rejoindre le processus.

Moyen-Orient : un cas de polio détecté en Iraq montre que la maladie reste une menace - UNICEF

Une campagne de vaccination en Syrie, en Iraq et en Egypte vise à immuniser plus de 20 millions d'enfants. Photo UNICEF/Ayberk Yurtsever

8 avril - Suite à la découverte d'un cas de poliomyélite chez un garçon de six mois en Iraq, le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) a prévenu que cette maladie continuait de représenter une menace pour les enfants dans la région du Moyen-Orient.

Le cas détecté a conduit à un regain d'efforts pour vacciner 22 millions d'enfants contre cette maladie en Syrie, Iraq et Égypte.

« La récente détection d'un cas de poliomyélite en Iraq après 14 ans d'absence est un rappel du risque auquel sont confrontés actuellement les enfants dans toute la région », a déclaré la Directrice régionale de l'UNICEF en Moyen-Orient et en Afrique du nord, Maria Calivis, dans un communiqué de presse.

La campagne de vaccination est la première en Iraq depuis que la maladie a été confirmée le 30 mars par le Ministère de la santé chez le petit garçon dans la ville d'Al-Rusafa, au nord de la capitale Bagdad.

« Il est désormais urgent de renforcer les immunisations de routine afin de vacciner chaque enfant à plusieurs reprises et d'atteindre les enfants qui n'ont pas encore été vaccinés. C'est la seule façon d'éviter que la maladie se propage davantage », a expliqué Mme Calivis.

La campagne de vaccination actuelle s'inscrit dans un plan global qui a été lancé suite à l'annonce, en octobre 2013, d'un virus de poliomyélite d'origine pakistanaise en Syrie. Face à la menace d'une propagation du virus, les gouvernements de sept pays dans la région ont lancé une campagne pour vacciner 22 millions d'enfants plusieurs fois, avec le soutien d'organisations de la société civile et d'agences de l'ONU.

Depuis octobre, 25 campagnes de vaccination ont déjà été menées dans la région, dont cinq en Syrie et six en Iraq.

Myanmar : un expert de l'ONU dénonce une détérioration des

droits de l'homme à Rakhine

Le Rapporteur spécial sur la situation des droits de l'homme au Myanmar, Tomas Ojea Quintana. Photo ONU/Jean-Marc Ferré

8 avril - Le Rapporteur spécial des Nations Unies sur la situation des droits de l'homme au Myanmar, Tomás Ojea Quintana, a exprimé lundi sa préoccupation concernant la détérioration des droits de l'homme dans l'Etat de Rakhine.

« Les évènements récents dans l'État de Rakhine s'inscrivent dans une longue histoire de discrimination contre la communauté des Rohingyas et ils pourraient constituer des crimes contre l'humanité », a affirmé M. Quintana en ajoutant que l'évacuation des travailleurs humanitaires qui a eu lieu à la suite des récentes attaques contre les bureaux de l'ONU et d'ONG dans la ville de Sittwe, « contribuera à accentuer la vulnérabilité de cette communauté ».

« Ces travailleurs étaient à Rakhine pour fournir une aide essentielle et vitale, dont des services de santé, la distribution d'eau potable et de denrées alimentaires aux personnes déplacées, dans les villages isolés et à d'autres communautés affectées », a-t-il ajouté.

L'accès à l'eau potable risque de s'épuiser rapidement dans certains camps de déplacés, particulièrement à Pauktaw. L'impact sur les services de santé sera particulièrement sévère pour les 140.000 personnes qui vivent toujours dans des camps dans l'Etat de Rakhine et les 700.000 personnes vulnérables qui vivent en dehors des camps.

M. Quintana a salué l'engagement du gouvernement du Myanmar à protéger les membres du personnel de l'ONU et des autres organisations internationales en affirmant qu'il est nécessaire d'assurer au plus vite les conditions qui permettront le retour des travailleurs humanitaires.